

## La ville, quartier par quartier

Harold Bérubé

Volume 78, 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1037982ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Canadian Committee on Labour History

### ISSN

0700-3862 (print)

1911-4842 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

Bérubé, H. (2016). Review of [La ville, quartier par quartier]. *Labour / Le Travail*, 78, 265–280.

## REVIEW ESSAY / NOTE CRITIQUE

### La ville, quartier par quartier

#### Harold Bérubé

Dale Gilbert, *Vivre en quartier populaire. Saint-Sauveur, 1930–1980* (Québec : Septentrion, 2015).

Gilles Lauzon, *Pointe-Saint-Charles. L'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal, 1840–1930* (Québec : Septentrion, 2014).

DURANT LES DERNIÈRES ANNÉES de la Seconde Guerre mondiale, deux romans renouvellent le regard porté par la littérature canadienne-française sur la ville et le milieu urbain. Chacun à leur façon, *Bonheur d'occasion* de Gabrielle Roy (1945) et *Au pied de la pente douce* de Roger Lemelin (1944) proposent une exploration de la vie dans les quartiers ouvriers des deux principales villes de la province de Québec. Si les auteurs de ces deux romans prennent des libertés avec la réalité, leur regard est dépouillé des préjugés qui informent nombre de romans à thèse qui les ont précédés et qui sont hostiles au monde urbain. Au contraire, ces deux œuvres littéraires marquent en quelque sorte l'entrée de la ville et de l'urbanité dans la littérature québécoise. Cela dit, tant Roy que Lemelin abordent leur ville à partir de l'un de ses quartiers – Saint-Henri dans le premier cas, Saint-Sauveur dans le second –, quartiers qui sont conçus tant par les auteurs que par leurs protagonistes comme de véritables villages dans la ville.

Ce que les deux romanciers ont pressenti, la recherche l'a en quelque sorte confirmé. Le quartier est un élément fondamental de la ville industrielle des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, à la fois comme unité de découpage du territoire de ces agglomérations et comme milieu de vie de leurs habitants. Il représente une porte d'entrée dans l'univers urbain pour l'immigrant, ou le rural, qui découvre ce nouvel environnement, mais aussi pour le chercheur qui s'intéresse à son histoire. La publication récente de deux ouvrages – *Pointe-Saint-Charles* de Gilles Lauzon et *Vivre en quartier populaire* de Dale Gilbert – nous le rappelle et nous offre l'opportunité de réfléchir au quartier et à sa place en histoire

urbaine, au Québec et au-delà. Pour mener à bien cette entreprise, je propose d'abord une réflexion générale sur l'utilisation du quartier comme cadre d'analyse, puis un survol de sa place dans l'historiographie québécoise. J'en viendrai, finalement, à ce que nous disent les ouvrages de Lauzon et de Gilbert de l'état actuel de la recherche.

## Le quartier, cadre d'analyse

D'UN POINT DE VUE GÉNÉRAL et théorique, on peut dire du quartier qu'il rend la ville habitable. À partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, nombreux sont ceux qui, en Occident, s'inquiètent des effets délétères du milieu urbain sur les rapports sociaux. Georg Simmel offre le meilleur exemple d'un tel discours sur la ville, discours que son collègue Ferdinand Tönnies reprend de manière plus générale dans son opposition entre communauté (*gemeinschaft*) et société (*gesellschaft*)<sup>1</sup>. En gros, ces deux auteurs et ceux, nombreux, qui se font l'écho de telles idées, considèrent que la croissance et la complexification des métropoles de l'ère industrielle minent les rapports sociaux qui avaient cours dans les sociétés traditionnelles. Les forts liens qui unissaient les membres des communautés villageoises et assuraient un grand degré de cohésion sociale seraient appelés à disparaître en milieu urbain pour laisser place à un individualisme exacerbé, source d'anomie<sup>2</sup>.

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, le sociologue américain Robert E. Park, de l'école de Chicago, est un de ceux qui offrent une réponse à ces inquiétudes. En abordant la ville sous l'angle de l'écologie urbaine, Park observe que ce vaste et complexe écosystème se subdivise « naturellement » en sous-ensembles aux caractéristiques sociales communes<sup>3</sup>. En d'autres mots, alors que Simmel et ses consorts s'inquiètent du sort de l'individu perdu dans la marée humaine/urbaine, Park et ses confrères constatent que le citoyen vit une bonne partie de son urbanité à l'échelle du quartier. Dans ce contexte, cet espace plus restreint devient un puissant mécanisme d'intégration pour ceux et celles qui migrent en ville. Durant la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, les historiens de la ville ont largement adopté cette perspective et ce cadre d'analyse. Leurs recherches

1. Georg Simmel, « Métropoles et mentalités » dans Marcel Roncayolo et Thierry Paquot, dir., *Villes et civilisations urbaines, xviii<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècle* (Paris : Larousse, 1992 [1903]), 300-309; Ferdinand Tönnies, *Community and Society* (New Brunswick et New Jersey : Transaction Books, 1988 [1883]).

2. De manière ironique, et j'y reviendrai en parlant de l'ouvrage de Gilbert, un argumentaire similaire, opposant les quartiers urbains aux banlieues qui se multiplient, sera déployé après la Seconde Guerre mondiale. Voir Becky Nicolaidis, « How Hell Moved from the City to the Suburbs : Urban Scholars and Changing Perceptions of Authentic Community » dans Kevin J. Kruse et Thomas J. Sugrue, dir., *The New Suburban History* (Chicago : University of Chicago Press, 2006), 80-98.

3. Voir notamment Robert E. Park et Ernest W. Burgess, *The City. Suggestions for Investigation of Human Behavior in the Urban Environment* (Chicago : University of Chicago Press, 1925).

portant sur ces subdivisions de la ville ont permis d'observer de plus près la fabrication du tissu urbain, mais aussi de confirmer la centralité de cet espace comme théâtre d'une sociabilité particulièrement riche, notamment en milieu populaire.

Cela dit, et sans que cela soit étonnant, cette notion de quartier n'est pas sans soulever certains problèmes méthodologiques<sup>4</sup>. Le plus évident est celui de sa définition. Que signifie le terme « quartier » selon les époques, les milieux, les territoires? Par exemple, cette réalité du quartier comme subdivision de l'espace urbain s'applique-t-elle seulement aux grandes villes industrielles des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles? Et est-elle toujours opératoire de nos jours? Le quartier est-il le fruit du découpage arbitraire de l'espace par différentes autorités ou alors celui d'un investissement identitaire de la part de ses habitants? Dans ce dernier cas, constitue-t-il un phénomène transitoire entre un mode de vie communautaire plus traditionnel et une urbanité (post)moderne pleinement assumée? Enfin, si le quartier se meurt – un discours extrêmement fréquent dans le monde de la recherche et au-delà –, quelles sont les causes de ce déclin? Et est-il irréversible<sup>5</sup>?

Au-delà de cette question fondamentale de définition, différentes avenues de recherche sont apparues ces dernières années au sujet du quartier. Par exemple, quels rapports entretient-il avec les cadres sociaux et identitaires plus larges que sont, par exemple, le genre et la classe sociale? Quel est le rôle du quartier sur la scène politique municipale? Comment interagit-il avec d'autres découpages de l'espace urbain, et notamment avec la paroisse avec laquelle il se confond parfois? Comment la matérialité de la ville contribue-t-elle ou nuit-elle à la vitalité ou à la viabilité des quartiers? Enfin, et surtout, comment aborder l'histoire des quartiers dans la longue durée en tenant compte de leur mutation, de leur réinvention?

Une de ces nouvelles avenues de recherche me semble nécessiter une attention particulière : que faire de certains aspects plus normatifs de la définition de quartier, et en particulier de la valorisation qui peut parfois paraître excessive – ou du moins injustifiée – de la proximité et de la solidarité qu'il nourrirait? Car la notion de quartier, telle qu'elle est utilisée dans les médias, dans le monde politique ou dans la recherche, a sa propre histoire. On peut penser notamment au rôle central que cette notion a joué dans les luttes entreprises contre différents projets de « rénovation urbaine » dans les années 1960 et 1970<sup>6</sup>, ou encore au développement plus récent de différents projets d'histoire publique destinés à valoriser le patrimoine matériel et

4. Je m'inspire de la réflexion générale menée sur ce sujet par David Garrioch et Mark Peel, « The Social History of Urban Neighborhoods », *Journal of Urban History*, 32, n° 5 (juillet 2006), 663-676.

5. Garrioch et Peel, « The Social History of Urban Neighborhoods », 665.

6. Voir notamment la place centrale que lui réserve l'auteur suivant : Jane Jacobs, *The Life and Death of Great American Cities* (New York : Random House, 1961).

immatériel de ces espaces menacés<sup>7</sup>. À cause de sa nature polysémique et de cette dimension normative, le terme « quartier » s'est prêté à différents usages – souvent contradictoires – et invite à la prudence<sup>8</sup>.

## Le quartier dans l'historiographie québécoise

FACE À CETTE ÉVOLUTION GLOBALE de l'historiographie et à ces questions de recherche, on peut dire que l'historiographie québécoise fait bonne figure, même s'il est clair que la majorité des travaux dont il est question ici portent sur la métropole montréalaise<sup>9</sup>. Mentionnons d'abord ces projets qui, plutôt que de porter sur des quartiers spécifiques de la ville, abordent l'ensemble de la métropole, mais en la traitant comme une mosaïque, comme un ensemble de districts aux caractéristiques distinctes. Je pense, par exemple, à la contribution de Walter van Nus à l'ouvrage collectif tiré de l'exposition *Montréal métropole* du Centre canadien d'architecture et intitulé « Une communauté de communautés »<sup>10</sup>. Je pense également à la collection *Pignon sur rue* conçue dans les années 1980 pour mieux faire connaître l'histoire et le patrimoine de Montréal au grand public<sup>11</sup>. Fruit d'une collaboration entre le gouvernement provincial et la Ville de Montréal ainsi que des recherches de Michèle Benoit et de Roger Gratton, le projet « offrait à un large public la possibilité de connaître Montréal, quartier par quartier, et de l'associer à un "patrimoine" à sauvegarder »<sup>12</sup>.

Le quartier, pris individuellement, n'en a pas moins été utilisé fréquemment comme cadre de recherche, comme laboratoire pour étudier différentes

7. Cette dimension est au cœur de l'ouvrage de Dolorès Hayden, *The Power of Place* (Cambridge : MIT Press, 1995).

8. « The meaning of "neighborhood" is alternately constructed with reference either to a past moment that has all but disappeared, or to the possibilities for a vibrant urban and national destiny that might be ushered in through a resurgence of neighborliness and block-level solidarity. » Benjamin Looker, *A Nation of Neighborhoods* (Chicago : University of Chicago Press, 2015), 5-6.

9. Cette centralité de Montréal dans la recherche en histoire urbaine québécoise a été bien documentée dans les années 1990 et ne s'est pas démentie depuis. Claire Poitras, « L'histoire urbaine au Québec durant les années 1990 : de nouvelles tendances? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 54, n° 2 (2000), 219-245. Voir également Harold Bérubé, « Hors de Montréal, point de salut? L'histoire des petites et moyennes villes du Québec, 1850-1950 », *Histoire Québec*, 18, n° 2 (2012), 19-23.

10. Walter van Nus, « Une communauté de communautés » dans Isabelle Gournay et France Vanlaethem, dir., *Montréal métropole, 1880-1930* (Montréal : CCA, 1998), 63-75.

11. Les différents fascicules ont été rassemblés en un seul ouvrage en 1991. Michèle Benoit et Roger Gratton, *Pignon sur rue : les quartiers de Montréal* (Montréal : Guérin littérature, 1991).

12. « La ville faite de quartiers, qui couvraient d'ailleurs un territoire plus large que le seul centre-ville, obtenait une nouvelle forme de légitimité. » Martin Drouin, *Le combat du patrimoine à Montréal (1973-2003)* (Québec : Presses de l'Université du Québec, 2005), 288.

questions chères à l'histoire sociale. C'est particulièrement le cas des quartiers ouvriers. On peut penser aux différents travaux et mémoires consacrés aux quartiers qui se développent le long du canal de Lachine, berceau de l'industrialisation du Canada<sup>13</sup>. Il s'agit, dans la plupart des cas, de mieux connaître les conditions de vie des familles ouvrières de Montréal. On peut également penser à ces travaux qui ont porté sur la « fabrication » de l'espace urbain, et notamment de l'espace suburbain. Les exemples vont des recherches de Paul-André Linteau sur Maisonneuve à mes propres travaux sur Westmount, Pointe-Claire et Ville de Mont-Royal<sup>14</sup>. Cela dit, au sein de cette variété de recherche, la monographie de Lucia Ferretti sur la paroisse Saint-Pierre-Apôtre de Montréal mérite une mention spéciale<sup>15</sup>. Elle y démontre efficacement comment le quartier, défini ici à l'échelle paroissiale, joue – pendant un temps du moins – un rôle central dans le processus d'intégration des migrants d'origine rurale à la société montréalaise.

Plus récemment, d'autres auteurs se sont tournés vers le quartier et s'interrogent sur d'autres aspects, notamment pour ce qui est de sa dimension patrimoniale. Il y a, par exemple, les travaux menés et coordonnés par Joanne Burgess sur la patrimonialisation du Vieux-Montréal<sup>16</sup>. Cette question du patrimoine matériel et immatériel, de la mémoire des quartiers, est d'ailleurs au cœur d'un tout autre pan de l'activité qui va au-delà de la seule recherche, mais qui est souvent réalisée dans le cadre de partenariats entre chercheurs et organismes communautaires de différents types. Je pense au quartier comme site d'histoire publique. Ici aussi, les exemples abondent et témoignent de la diversité et du nombre d'acteurs œuvrant à cette échelle. Je pense par exemple aux efforts du Collectif CourtePointe, qui a intégré avec brio la problématique du genre à son exploration de l'histoire et de la mémoire récentes de Pointe-Saint-Charles<sup>17</sup>, ou encore à l'Atelier d'histoire de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et à sa série intitulée « Hochelaga-Maisonneuve en

13. Voir Peggy Roquigny, *Sainte-Cunégonde : société et territoire, dans un contexte d'industrialisation : 1876-1905*, mémoire de maîtrise. Université du Québec à Montréal, 1999; ou encore Gilles Lauzon, *Habiter un nouveau quartier ouvrier de la banlieue de Montréal : Village Saint-Augustin (municipalité de Saint-Henri)*, mémoire de maîtrise. Université du Québec à Montréal, 1986.

14. Paul-André Linteau, *Maisonneuve ou comment des promoteurs fabriquent une ville, 1883-1918* (Montréal : Boréal, 1981); Harold Bérubé, *Des sociétés distinctes. Gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939* (Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 2014).

15. Lucia Ferretti, *Entre voisins. La société paroissiale en milieu urbain : Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930* (Montréal : Boréal, 1992).

16. Joanne Burgess et Paul-André Linteau, dir., *Le Vieux-Montréal, un « quartier de l'histoire »?* (Québec : Éditions MultiMondes, 2010).

17. Le Collectif CourtePointe, *Pointe-Saint-Charles : un quartier, des femmes, une histoire communautaire* (Montréal : Éditions du remue-ménage, 2006).

trois temps »<sup>18</sup>. Et, évidemment, que dire du Plateau Mont-Royal, quartier à l'identité forte – presque excessive –, qui a donné lieu à de nombreux travaux<sup>19</sup>. Les projets à venir dans ce domaine ne manquent pas, et la recherche la plus récente témoigne de la coexistence de questions passées et présentes sur les quartiers.

### **Création et apogée d'un quartier ouvrier de Montréal**

C'EST LE CAS DES DEUX OUVRAGES très différents, mais merveilleusement complémentaires, dont il est question ici : il s'agit, d'une part, de l'étude détaillée, de facture très classique, de Gilles Lauzon sur la formation de Pointe-Saint-Charles entre 1840 et 1930 et, d'autre part, de celle de Dale Gilbert sur le quartier Saint-Sauveur de Québec, qui tire adroitement parti de l'histoire orale pour étudier la transformation de ce quartier ouvrier entre les années 1930 et 1980. À eux deux, ces auteurs couvrent, avec des sources et des méthodologies différentes, une période d'histoire, de presque un siècle et demi, de deux quartiers ouvriers québécois. Si ces deux districts sont le théâtre de problématiques urbaines communes, ils ont tout de même leurs différences.

Ainsi, Pointe-Saint-Charles, contrairement au quartier Saint-Sauveur, est un quartier ouvrier de Montréal caractérisé par son statut de « milieu de cohabitation culturelle important et singulier » (7)<sup>20</sup>. En effet, durant la majeure partie de son histoire, les principales communautés ethnolinguistiques de Montréal y coexistent. Se référant brièvement à l'historiographie, Gilles Lauzon explique que le quartier a surtout été traité du point de vue de l'histoire sociale ou de celle du patrimoine bâti, une historiographie qu'il résume, non sans humour, comme « une histoire tragique dans un décor intéressant ». Dans son ouvrage, il espère dépasser (ou allier) ces perspectives en adoptant « le point de vue de ceux qui ont vécu au jour le jour l'urbanisation de l'intérieur » (8), ce qui s'avère une proposition audacieuse compte tenu des sources disponibles. Pour atteindre cet objectif, il consacre deux des chapitres de l'ouvrage à une analyse

18. Réjean Charbonneau, *Hochelaga-Maisonneuve en trois temps : 3<sup>e</sup> temps, les années citoyennes 1950-1990* (Montréal : Éditions Histoire Québec, 2015). Mentionnons également l'ouvrage préparé sous la direction de Catherine Charlebois et de Paul-André Linteau et traitant des quartiers disparus de Montréal. Catherine Charlebois et Paul-André Linteau, dir., *Quartiers disparus. Red Light, Faubourg à M'lasse, Goose Village* (Montréal : Éditions Cardinal, 2014).

19. Voir, entre autres travaux : Claude Marois, « Le Plateau Mont-Royal : du village des tanneurs aux quartiers centraux » dans Claude Manzagol et Christopher R. Bryant, dir., *Montréal 2001. Visages et défis d'une métropole* (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1998), 237–240; Hélène Hubert, *La conservation du patrimoine résidentiel typiquement montréalais : analyse et perception du plateau Mont-Royal*, mémoire de maîtrise. Université du Québec à Montréal, 2005.

20. Les numéros de page insérés dans le texte à partir d'ici font référence à Gilles Lauzon, *Pointe-Saint-Charles. L'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal, 1840-1930* (Québec : Septentrion, 2014).

aussi détaillée que possible de la trajectoire de trois familles, représentant chacune un des trois principaux groupes ethno linguistiques du quartier : franco-catholique, anglo-catholique et anglo-protestant<sup>21</sup>.

Illustrant certaines des préoccupations historiographiques évoquées plus haut sur la définition même du quartier, Lauzon souligne assez tôt dans l'ouvrage qu'« il n'y a jamais eu de quartier administratif montréalais portant l'appellation de Pointe-Saint-Charles. [...] Il était pourtant bien réel et "la Pointe" possédait d'évidentes limites quasi naturelles », limites qu'il nous décrit par la suite. Lauzon ajoute qu'il « y a toujours eu deux quartiers en un, de chaque côté de la "track" » (11), sans parler du fait qu'il est à cheval, pendant une partie de son histoire, sur les limites administratives de la ville de Montréal. Bref, même si Lauzon ne se penche pas longuement sur la question, il mentionne que Pointe-Saint-Charles (ou la Pointe) est un quartier qui n'a pas d'existence administrative formelle, mais qui est « bien réel » et qui a des limites « naturelles » tout en comportant un certain nombre de subdivisions internes.

Lauzon consacre tout un chapitre à la genèse de ce quartier ouvrier qui prend d'abord la forme très modeste de baraquements construits dans les années 1843-1844 pour des ouvriers irlandais travaillant au réaménagement du canal de Lachine. Si le canal joue un rôle important dans la formation du quartier, celui-ci est rapidement éclipsé par le réseau ferroviaire. En effet, le projet du Grand Tronc, qui prend forme à partir des années 1852-1853 et qui comprend la construction du pont Victoria, d'ateliers, d'entrepôts et de bureaux de la compagnie sur le territoire de la Pointe, joue un rôle absolument central dans le quartier en structurant à la fois sa géographie et son économie. Ces installations gigantesques font du Grand Tronc le principal employeur dans la Pointe et la source de données d'archives qui permettent d'en apprendre énormément sur ce milieu de travail, et notamment sur la communauté protestante du quartier qui vivra pratiquement en symbiose avec l'entreprise. Ce sont les ateliers du Grand Tronc et le canal de Lachine qui font de la Pointe un quartier résolument industriel et ouvrier. Au contraire, les propriétaires et actionnaires des entreprises qui s'y implantent sont invisibles, étrangers à ce milieu.

Les recherches fouillées de Lauzon permettent tout de même de relativiser grandement l'homogénéité que pourrait suggérer ce titre de « quartier ouvrier ». Mentionnons, par exemple, le fait que les ouvriers, coexistant avec

21. Il faut le mentionner, ces chapitres se greffent en quelque sorte à un manuscrit qui a d'abord été préparé dans le contexte d'une initiative avortée du Canadien National pour produire, au début des années 1990, une série de monographies provinciales sur l'histoire de l'entreprise ou, dans le cas du Québec, sur l'histoire d'une de ses composantes, la Compagnie de chemin de fer du Grand Tronc (recherche menée à l'origine par Lauzon et Jane Greenlaw). L'appui de la Société d'histoire de Pointe-Saint-Charles et de différents autres partenaires, sans parler d'additions récentes à l'historiographie, ont permis à Lauzon de bonifier le manuscrit et de produire l'ouvrage dont il est question ici, comme il l'explique en introduction.



d'importants contingents de journaliers et de travailleurs de la construction, y forment justement une faible majorité. Soulignons aussi les inégalités qui existent entre les principaux groupes ethnolinguistiques du quartier et au sein même de ces groupes, inégalités qui s'inscrivent dans l'espace. En effet, ces trois communautés ethnolinguistiques – franco-catholique, anglo-catholique et anglo-protestante – s'enracinent dans des sous-secteurs assez distincts les uns des autres, malgré l'existence de points de rencontre et de mixité (une très belle carte en rend compte dans l'ouvrage, à la page 61). Chaque groupe a ses églises, ses écoles, ses institutions, et les clivages ethnolinguistiques se reflètent également dans le milieu de travail.

Lauzon consacre plusieurs pages à la matérialité de Pointe-Saint-Charles comme quartier ouvrier. Il s'appuie notamment sur des données rassemblées par Robert Sweeny et Sherry Olson pour mieux comprendre les activités foncières et immobilières dans le quartier, et sur les archives municipales pour étudier le déploiement des infrastructures, qui se fait en fonction du régime administratif du territoire concerné. Ainsi, la portion proprement montréalaise de la Pointe est desservie de meilleure façon et de manière plus rapide que l'autre portion. L'attention de Lauzon au bâti – passé et présent – du secteur s'appuie sur des sources comme le rôle d'évaluation, mais aussi sur un grand nombre de photos actuelles et d'époque. Il est particulièrement intéressé par l'évolution de la forme des logements ouvriers et par les modes d'occupation privilégiés par ceux et celles qui les habitent, ce qui représente pour lui une des principales façons d'entrer plus concrètement dans la vie quotidienne des résidents de la Pointe. Cette analyse fine des modes d'occupation lui permet d'écarter la thèse du surpeuplement ouvrier, associée à un misérabilisme dont il veut exorciser l'historiographie, mais aussi de relativiser les différences, en matière de logement, entre les différents groupes ethnolinguistiques (différences qui, au final, sont assez mineures). Cette approche permet à Lauzon d'entretenir un dialogue historiographique fructueux (même s'il pourrait être plus soutenu) avec des ouvrages traitant plus largement de Montréal, qui illustrent la complémentarité qui peut exister entre des travaux portant sur ces différentes échelles<sup>22</sup>.

Au sein même de l'ouvrage, on passe d'un regard général sur le quartier à celui que Lauzon pose sur trois familles habitant la Pointe, dont il suit l'évolution à travers trois générations, en se basant essentiellement sur des données relatives à leur statut socioprofessionnel et à leur choix en matière de logement. Cette approche lui permet d'entrer, même si c'est de manière superficielle, dans le quotidien des habitants du quartier. Il aborde cet aspect en commençant avec le choc de leur arrivée en ville puis poursuit avec leur enracinement dans le quartier, qui passe souvent par un regroupement dans

22. Soulignons, entre autres, l'importance de l'ouvrage suivant : Sherry Olson et Patricia Thornton, *Peopling the North American City. Montreal, 1840-1900* (Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 2011).

l'espace et par le tissage ou le renforcement de liens entre les membres d'une même famille. Ce qui l'amène aussi à suivre des individus et des ménages aux destins très variés sur le plan socioéconomique (et immobilier), destins que Lauzon est en mesure d'illustrer en explorant, entre autres, leurs voisinages changeants. À cet égard, la propriété apparaît, par exemple, comme un risque qui peut s'avérer payant ou désastreux selon les circonstances.

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, aux yeux de Lauzon, « Pointe-Saint-Charles, milieu essentiellement ouvrier, présente un tissu social solide et complexe, fait de clivages, mais aussi de solidarités, appuyé sur une structure industrielle constamment renouvelée et consolidée » (153). Durant les premières décennies du siècle, le rail éclipse une fois pour toutes le canal; le territoire est presque entièrement urbanisé et ceux qui l'habitent disposent d'une mobilité plus grande. De nouvelles communautés culturelles, notamment d'Europe de l'Est, se taillent une place dans le quartier, même si la distribution des communautés ethnolinguistiques dans l'espace demeure très stable. Les inégalités y persistent, les ouvriers protestants se trouvant au sommet de la pyramide sociale locale, les Irlandais et les Canadiens français se disputant une position médiane, alors que les nouveaux arrivants d'Europe de l'Est se trouvent, initialement du moins, tout en bas de l'échelle. Le parc immobilier se densifie, mais se modernise également. Les familles dont Lauzon suit l'évolution vivent ces changements et plusieurs en profitent. C'est, par exemple, le cas de membres de la troisième génération des Turnbull, famille protestante, qui profitent de leur bonne fortune et se déplacent vers Verdun, prélude à la suburbanisation de masse qui suivra la Seconde Guerre mondiale.

C'est dans ce contexte que Lauzon conclut son ouvrage. Le vieillissement du quartier s'accélère considérablement après la Seconde Guerre mondiale, alors que « les familles bénéficiant de bons salaires et restées jusque-là attachées au quartier se déplacent désormais vers l'extérieur ». Pour le dire autrement, « la Pointe de 1975 n'est plus le quartier ouvrier de 1925 » (232). Malgré le déclin marqué de la population, Lauzon souligne la persistance de la paroisse comme cadre de vie dans les années 1950 et 1960 et note que la « résilience communautaire remarquable des 80 dernières années à Pointe-Saint-Charles trouve sans doute ses origines dans l'urbanisation ouvrière antérieure » (235). Au final, l'ouvrage de Gilles Lauzon est en mesure de nous présenter le quartier comme étant une entité historique d'une grande complexité dans sa définition, sa composition et son évolution. Néanmoins, notamment à cause de la période couverte et des sources dont il dispose, Lauzon n'est pas en mesure d'étudier toute l'épaisseur de cette complexité, tous les épisodes de cette histoire.

### **Apogée et déclin d'un quartier populaire de Québec**

C'EST ICI QU'INTERVIENT l'ouvrage de Dale Gilbert qui permet de suivre la trajectoire d'un quartier ouvrier (Gilbert préfère parler de « quartier populaire ») au-delà de la période étudiée par Lauzon, mais qui permet

aussi de donner plus directement la parole aux habitants de ce quartier. Un peu comme Lauzon, Gilbert se demande ce qu'« a signifié vivre dans les quartiers populaires du Québec au cœur du siècle dernier » (9)<sup>23</sup>. Il entend ainsi suivre l'« évolution de la culture urbaine en milieu populaire québécois de 1930 jusqu'en 1980 » (14). Comme Lauzon, il cherche à comprendre, « de l'intérieur », la vie en quartier ouvrier, mais, compte tenu de la période qui l'intéresse, il n'a pas à se limiter aux sources traditionnelles de l'historien de la ville pour saisir ces trajectoires. Ayant recours à l'histoire orale, il a la possibilité d'interroger des témoins et des acteurs des profonds changements que connaissent les quartiers populaires ou ouvriers entre 1930 et 1980 et dont Lauzon a esquissé les contours dans sa conclusion. Quatre facettes de la vie en quartier populaire retiennent l'attention de Gilbert et permettent de brosser un portrait assez complet de la situation : il s'agit des trajectoires résidentielles de ses participants; des pratiques liées à la consommation et aux loisirs, aux divertissements et à la vie communautaire; des différentes formes des pratiques sociales des participants; et enfin, de leur rapport identitaire à l'espace vécu.

Ce programme ambitieux est précédé d'une belle réflexion critique sur la notion de quartier, réflexion qui se fait l'écho de certaines des problématiques que j'ai soulevées dans la première partie de cette note critique. Il insiste par exemple sur la distinction entre le quartier « construit », qui est le fruit du découpage objectif de l'espace effectué sur une base administrative et/ou en se référant à certains aspects spécifiques du secteur, et le quartier « perçu », qui renvoie plutôt aux représentations des habitants, à leur perception plus subjective de l'espace. Cette distinction ouvre la porte à une conception du quartier plus ouverte et qui irait de l'échelle de la rue à celle d'une sous-composante plus large de l'espace urbain, comme la « basse-ville »<sup>24</sup>. Sur le plan historiographique, Gilbert note que les études québécoises relatives au quartier oscillent entre deux visions : celle d'un espace social fort ou celle d'un espace peu significatif. Il est rapidement clair que Gilbert se range dans le premier camp. Il note également que l'histoire des quartiers populaires de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle est moins connue. En effet, alors que Lauzon vient s'inscrire dans une historiographie déjà très riche, Gilbert explore un terrain qui a surtout été abordé sous l'angle des études urbaines.

L'auteur a mené une trentaine d'entrevues, auxquelles s'ajoutent des recherches plus ponctuelles dans les archives. Son échantillon est composé d'individus qui ont résidé pendant la majeure partie de la période étudiée dans le quartier et qui appartiennent à deux cohortes (la première née dans

23. Les numéros de page insérés dans le texte à partir d'ici font référence à l'ouvrage suivant : Dale Gilbert, *Vivre en quartier populaire. Saint-Sauveur, 1930-1980* (Québec : Septentrion, 2015).

24. Cette attention au cadre théorique et conceptuel utilisé ainsi qu'un dialogue plus soutenu avec l'historiographie ne sont certainement pas étrangers au fait que l'ouvrage est issu de la thèse de doctorat de Gilbert.

les années 1920, la seconde, durant les années 1940). Comme la Pointe, le quartier Saint-Sauveur de Québec est un espace urbain aux origines agricoles, dont la transformation est étroitement liée aux processus d'industrialisation et d'urbanisation. À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, à un moment où les infrastructures du village de Saint-Sauveur peinent à se développer au rythme de sa population, ce dernier est rattaché à la ville de Québec. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, un redécoupage administratif de la ville mène à la création d'un quartier Saint-Sauveur qui reprend essentiellement les limites historiques du village. À l'instar de la Pointe-Saint-Charles, il s'agit d'un quartier modeste sur le plan socioéconomique, mais, contrairement à la Pointe, il est et demeurera très homogène sur le plan ethnolinguistique.

Le chapitre que Gilbert consacre aux trajectoires résidentielles de ses participants n'est pas sans rappeler les passages que Lauzon a écrits sur la question. À partir des années 1950, les acteurs qu'étudie Gilbert se heurtent toutefois à un nouvel élément contextuel : l'attrait croissant de la banlieue. Comme l'explique Gilbert, cet « exode résidentiel n'épargna pas le quartier Saint-Sauveur. Les participants à l'enquête orale ne sont néanmoins pas entrés dans la danse, sauf quelques-uns, dont l'expérience fut de courte durée » (41). On sent alors qu'un biais important est introduit dans l'analyse par Gilbert, qui a choisi de s'intéresser à ceux qui résistent au chant des sirènes de la banlieue et qui demeurent durant la majeure partie de leur vie dans le quartier. Gilbert a, à ce sujet, une ambition noble, mais qui s'avère parfois problématique. Il souhaite nuancer, voire contredire, les conclusions de chercheurs qui suggèrent que ceux et celles, qui sont restés dans des quartiers de plus en plus défavorisés comme Saint-Sauveur, dans les décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale, l'ont fait parce qu'ils n'avaient pas le choix sur le plan économique et qu'ils étaient plus ou moins prisonniers de ces espaces aux loyers modiques. Tout le long du livre, mais particulièrement dans ce chapitre sur les trajectoires résidentielles des participants, il essaie tant bien que mal de mettre en relief des facteurs autres qu'économiques qui feraient des résidents qui restent dans le quartier d'héroïques ménages qui « ont résisté au nouvel idéal résidentiel de l'après-guerre » (43). À cet égard, la démonstration de Gilbert n'est pas toujours convaincante : elle semble répondre à un souci de nourrir une vision romantique du quartier populaire comme milieu de vie plus vrai et authentique que la banlieue qui, elle, ne serait que célébration d'un individualisme exacerbé. Il reprend ainsi un discours largement diffusé sur la banlieue comme milieu de vie, sans l'étayer avec le même souci que celui sur le quartier ouvrier qu'il étudie<sup>25</sup>.

Il n'en demeure pas moins que les entrevues menées et analysées par Gilbert permettent d'en apprendre beaucoup sur la grande mobilité qui a cours au sein du quartier, et souvent au sein de la même paroisse, même avant la Seconde

25. Voir de nouveau Nicolaidès, « How Hell Moved from the City to the Suburbs: Urban Scholars and Changing Perceptions of Authentic Community », 80-98.

Guerre mondiale. Cette grande mobilité est d'ailleurs en porte-à-faux avec la mémoire que véhiculent les participants de la période précédant la guerre, qui aurait été caractérisée par une plus grande stabilité. Gilbert est en mesure d'en apprendre beaucoup sur les stratégies utilisées pour trouver un nouveau logement et confirme ainsi des informations que l'on retrouve chez Lauzon. La relative pauvreté des participants les condamne souvent à des logements exigus et d'assez mauvaise qualité, ce qui explique en grande partie cette mobilité qui répond à un souci de trouver mieux d'année en année. Cela dit, selon Gilbert, certains, « disposant ou non de revenus permettant d'aspirer à de meilleures conditions de logement, se sont véritablement attachés au capharnaüm de ce milieu vivant, densément peuplé, et n'ont pas désiré le quitter » (59). Et il est clair que différents facteurs, autres qu'économiques, jouent dans les choix faits par les participants en matière de logement. Pensons, par exemple, à la proximité de membres de leur famille. Cela dit, encore ici, Gilbert évoque sans l'explorer plus avant le réflexe contraire : « fuir vers un milieu plus anonyme, symbole d'autonomie » (63). Ce milieu, c'est la banlieue honnie.

On ne peut douter, comme le suggère Gilbert, que l'idéal suburbain n'était pas uniformément partagé par ses participants et qu'il n'était pas accessible à tous, mais la décroissance démographique indéniable du quartier à partir de la fin des années 1940 permet d'en mesurer la force et l'effet d'entraînement. Ainsi, comme on le voit dans les chapitres subséquents du livre, à mesure que plusieurs des avantages associés au quartier s'estompent (fermeture de commerces, démolition d'appartements, déclin des activités liées au cadre paroissial), ceux qui y demeurent apparaissent de plus en plus prisonniers d'un ghetto économique, quoi qu'en pense l'auteur.

Les chapitres qui suivent permettent d'enrichir et d'approfondir ce tableau d'une vie de quartier complexe et vitale progressivement appauvrie par l'exode résidentiel vers la banlieue, mais également par d'autres facteurs liés aux Trente Glorieuses. Par exemple, des années 1930 aux années 1950, Gilbert est en mesure de nous décrire un univers commercial de proximité, marqué par la petitesse des établissements, la familiarité avec les commerçants et la flexibilité des modes de paiement. Il en va de même pour ce qui est des divertissements vers lesquels se tournent les participants durant leur jeunesse : la proximité est de mise, avec la paroisse comme principal cadre. C'est à mesure qu'ils gagnent en maturité et en autonomie que les participants fréquentent d'autres secteurs de la ville pour accéder aux cinémas ou aux boîtes de nuit, ou encore pour pratiquer la promenade, le quartier n'offrant pas les qualités esthétiques de la Haute-Ville.

Ces pratiques sont bouleversées non pas par l'exode vers la banlieue, mais par l'impact de deux technologies qui lui sont étroitement liées. D'abord la voiture qui offre à ses utilisateurs une plus grande mobilité et qui mène également au développement de pôles commerciaux concurrents, et tout particulièrement aux centres commerciaux avec lequel les petits commerces

locaux sont incapables de rivaliser. Dans ce contexte, les établissements qui ne ferment pas sont généralement réduits à une fonction de dépannage.

Ensuite, le téléviseur qui va « redessiner l'allure des soirées » (144), et plus largement de la sociabilité, du divertissement et des loisirs. C'est, il faut le souligner, un autre domaine où l'histoire orale est cruciale et où l'étude de Gilbert brille. Selon lui, sept facteurs nourrissent et conditionnent d'abord la sociabilité de quartier : l'homogénéité de la population (très grande), la densité du tissu urbain (toute aussi élevée), les modalités de déplacement (avec le rôle initialement central de l'expérience piétonne), les trajectoires résidentielles (marquées au début par la stabilité et la proximité), les trajectoires professionnelles (*idem*), les commerces et les commerçants (qui jouent un rôle de carrefour), et enfin, les loisirs et la vie communautaire (*idem*).

Ici aussi, Gilbert examine les deux côtés de la médaille, mais sans trop s'appesantir sur le côté sombre : pour certains, ces facteurs créent durant les premières décennies étudiées un milieu plaisant et rassurant, mais pour d'autres, il s'agit d'un environnement étouffant auquel répond en partie le rêve suburbain. D'ailleurs, dans les faits, et c'est une contribution intéressante de l'ouvrage, cette sociabilité n'est pas si intense ni si étroite qu'on le croirait. Si plusieurs participants soulignent que durant les années 1930-1950 « tout le monde se parlait » (157), l'analyse fine des résultats suggère une sociabilité dominée par la famille, immédiate et élargie, alors que la sociabilité avec les voisins et les amis demeure très limitée, voire superficielle.

Cette sociabilité subira d'ailleurs les contrecoups de différents changements associés aux années 1950-1960. Parmi les facteurs nommés par Gilbert, soulignons surtout que la voiture remplace rapidement la marche et que les commerces et loisirs communautaires du quartier déclinent rapidement, notamment parce que la télé se fait « faucheuse des sociabilités » (204). Dans ce contexte, ceux dont la fortune le permet quittent le quartier et s'installent en banlieue où les amis l'emportent sur la famille élargie, alors que ceux qui restent derrière continuent à s'inscrire tant bien que mal dans un réseau qui demeure dominé par cette famille élargie.

Au final, l'un des éléments les plus intéressants de la démonstration de Gilbert – mais qui, malgré son importance, ne surgit que dans le tout dernier chapitre du livre – est le fait que l'on observe chez les participants un attachement à la paroisse qui prime clairement sur celui au quartier Saint-Sauveur et qui persiste, jusqu'à un certain point, au-delà de l'attachement à la religion et aux pratiques religieuses. C'est une démonstration éloquente du fait que le subjectif, le vécu, l'emporte sur l'objectif, le construit, pour reprendre les distinctions introduites par Gilbert dans son introduction. Il y a, chez ses participants, une charge affective importante pour la paroisse, et pour l'église, qui l'incarne dans sa matérialité. La paroisse est ainsi, pendant une bonne partie de la période étudiée, le théâtre d'une vaste diversité d'activités. De plus, divers services qui n'ont rien à voir avec le catholicisme, notamment de nature économique, se basent sur ce découpage et contribuent à le renforcer.

Pour la majorité des participants interviewés par Gilbert, la paroisse structure donc les représentations et l'identité locale de manière forte, jusqu'à faire des habitants d'une paroisse voisine, mais du même quartier, des « Autres », caractérisés souvent de manière péjorative, dans le cadre d'un esprit de concurrence entre paroisses alimenté en partie par le clergé lui-même. Se superpose à ce découpage identitaire à plus petite échelle une opposition à plus grande échelle entre la Haute-Ville et la Basse-Ville, qui touche plus généralement la dimension socioéconomique de l'identité des participants. Malgré la baisse de la pratique religieuse, et comme l'avait noté Lauzon pour Pointe-Saint-Charles, il y a maintien du rôle communautaire de la paroisse pendant un temps après la sécularisation de la société québécoise, puis il y a érosion, liée notamment à la montée de l'État comme acteur dans le domaine communautaire. D'ailleurs, pour ceux et celles qui quittent vers la banlieue, la paroisse ne constituera plus un cadre identitaire important.

## Conclusion

QUE CONCLURE DE CES RÉFLEXIONS SUR l'histoire des quartiers ouvriers ou populaires québécois? Il va de soi que la ville est un environnement en constante mutation, même si ces mutations se font souvent sur une longue période. Les études de Lauzon et Gilbert permettent de suivre, sur un siècle et demi, la constitution, l'apogée et le déclin de ces quartiers ouvriers qui ont été littéralement au cœur de l'avènement de la ville industrielle. Chacun à leur façon, ces auteurs nous permettent de saisir la matérialité de ces quartiers comme environnements urbains tout en explorant leur rôle comme milieux de vie d'une population qui a dû s'adapter, avec des moyens limités, à des transformations socioéconomiques d'une grande ampleur. Tant Lauzon que Gilbert tâchent de relativiser, voire de contredire, le misérabilisme longtemps associé, à cet environnement urbain, notamment par ceux qui espéraient le réformer. Si la vie n'y était certainement pas toujours rose, les deux chercheurs sont en mesure de démontrer que le quartier ouvrier jouait bel et bien un important rôle d'intégration des nouveaux citoyens à leur environnement et que ces districts étaient le théâtre d'une vie sociale et communautaire qui aurait de quoi rassurer les Simmel et les Tönnies de ce monde. Cela dit, la pérennité de ces quartiers n'était ou n'est pas plus certaine que celle des divers quartiers suburbains qui sont apparus dans les années 1950 et 1960 et qui ont contribué de différentes façons à leur déclin.

Ce déclin des quartiers ouvriers ou populaires est difficile à nier, d'où l'importance certaine de continuer à se pencher sur leur histoire et de contribuer, sans tomber dans le romantisme, à nourrir leur mémoire. Cela dit, cette transformation de certains quartiers ouvriers en véritables lieux de mémoire ne devrait pas nous aveugler quant à leur double postérité, qui mérite elle aussi d'être étudiée, voire d'être valorisée sur le plan mémoriel. Il y a, d'une part, la réinvention, voire la persistance, de certains de ces espaces, qui sont

aujourd'hui le théâtre d'une transformation de leur population, de différents efforts de revitalisation et des effets parfois pernicious de la gentrification. Il y a, d'autre part, la nécessité de se pencher de manière plus posée sur ces banlieues résidentielles où se sont dirigés, après la Seconde Guerre mondiale, nombre d'habitants des quartiers ouvriers qui en avaient les moyens. S'il est clair que ces banlieues n'ont pas rempli toutes leurs promesses, il est tout aussi important de les tirer du « misérabilisme » social et culturel auquel les condamnent encore trop de chercheurs et de voir en quoi, elles aussi, ont été le théâtre d'une nouvelle manière d'appriivoiser, à distance cette fois, la ville et l'environnement urbain.